

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/205206]

21 SEPTEMBRE 2017. — Arrêté ministériel précisant les modalités de mise en œuvre dans les écoles maternelles et primaires de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 septembre 2017 relatif à la mise en œuvre du programme européen à destination des écoles fondamentales en exécution de l'article 23 du Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

Vu le Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil, l'article 23;

Vu le Règlement d'exécution (UE) 2017/39 de la Commission du 3 novembre 2016 portant modalités d'application du Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'aide de l'Union pour la distribution de fruits et de légumes, de bananes et de lait dans les établissements scolaires;

Vu le Règlement délégué (UE) 2017/40 de la Commission du 3 novembre 2016 complétant le Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'aide de l'Union pour la fourniture de fruits et de légumes, de bananes et de lait dans les établissements scolaires et modifiant le Règlement délégué (UE) n° 907/2014 de la Commission;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 septembre 2017 relatif à la mise en œuvre du programme européen à destination des écoles fondamentales en exécution de l'article 23 du Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil, l'article 3, alinéas 2 et 3, l'article 4, alinéas 2 et 3, l'article 9, § 3, les articles 10 et 11, l'article 12, alinéa 1^{er}, 3^o, les articles 13 et 14, l'article 16, §§ 2 et 5, l'article 18, alinéa 2, l'article 20, l'article 21, alinéa 2, l'article 22, alinéa 2, l'article 23, § 2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 mars 2017 et le 5 juillet 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné 30 mars 2017 et le 13 juillet 2017;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 20 avril 2017 et le 20 juillet 2017;

Vu le rapport du 25 mai 2017 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 61.891/2/V du Conseil d'Etat, donné le 28 août 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la volonté du Gouvernement wallon d'encourager les achats locaux, de valoriser les produits wallons, et la possibilité offerte par les co-législateurs européens d'encourager les produits régionaux et les circuits courts lors de la mise en œuvre du programme à destination des écoles, la liste des produits admissibles à l'aide est établie pour mettre en avant le patrimoine fromager wallon et les fruits et légumes de saison produits en Wallonie,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, l'on entend par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 septembre 2017, l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 septembre 2017 relatif à la mise en œuvre du programme européen à destination des écoles fondamentales en exécution de l'article 23 du Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil.

En application de l'article 3, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 septembre 2017, le présent arrêté s'applique aux écoles maternelles et primaires.

Art. 2. Conformément à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 septembre 2017, les produits admissibles à l'aide peuvent être sélectionnés en fonction de critères objectifs tels que :

- 1^o la saisonnalité des produits;
- 2^o la disponibilité des produits au niveau local;
- 3^o le mode de production;
- 4^o le caractère durable.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 4^o, l'on entend par caractère durable le lien que peut avoir le produit avec le territoire en tenant compte en ce compris d'une distribution via un circuit court, de la proximité entre le lieu de production et le lieu de consommation, du prix juste au producteur ainsi que de la qualité de production.

Art. 3. La demande d'aide relative à la distribution de produits porte sur les périodes suivantes : du 1^{er} septembre au 31 décembre, du 1^{er} janvier au 31 mars et du 1^{er} avril au 30 juin.

Art. 4. La liste des produits admissibles est établie en annexe I^{re}.

Art. 5. Le calendrier de distribution des produits et le conditionnement des produits à distribuer est fixé par l'école en tenant compte des mesures éducatives qu'elle prévoit de mettre en œuvre.

Le nombre de distributions par année scolaire est de minimum vingt. Le nombre de distribution hebdomadaire est de minimum une.

En complément de l'article 11 du Règlement délégué (UE) n° 2017/40, la distribution de produits a lieu le matin en-dehors des repas réguliers organisés par l'école.

Art. 6. Lorsqu'une école opte pour la distribution des fruits et légumes et la distribution de lait et de produits laitiers, l'école organise les distributions pour que les jours de distribution de fruits et légumes diffèrent des jours de distribution de lait et produits laitiers.

Art. 7. Le formulaire visé à l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 septembre 2017 contient les informations suivantes à fournir par l'école :

- 1° le numéro d'identification de l'école;
- 2° les noms et adresses relatifs à chaque implantation visée par la demande de participation;
- 3° les coordonnées de la personne responsable au sein de l'école de la mise en œuvre du programme au moment de l'introduction de la demande de participation ou son délégué;
- 4° l'année ou les années d'enseignement visées par la demande de participation;
- 5° le nombre estimé d'élèves participants pour la section maternelle ou pour la section primaire, pour l'année scolaire considérée;
- 6° la mesure éducative d'accompagnement choisie pour sa mise en œuvre dans le cadre du programme durant l'année scolaire considérée;
- 7° la date ou la période de l'année scolaire visée par la demande de participation durant laquelle la mise en œuvre de ladite mesure est prévue.

L'Administration met le formulaire à disposition des écoles et détermine la période d'introduction de la demande de participation de telle sorte que l'échéance pour l'introduction de la demande soit au plus tard le 20 septembre de l'année scolaire visée par ladite demande.

Art. 8. Outre les engagements établis à la section 1^{re} du chapitre 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 septembre 2017, la transmission de la demande de participation est conditionnée à la souscription aux engagements suivants par l'école :

- 1° distribuer gratuitement à tous les élèves participants les produits selon le calendrier de distribution communiqué à l'Administration;
- 2° mettre en œuvre durant l'année scolaire considérée au moins une mesure éducative d'accompagnement au bénéfice de chaque élève participant;
- 3° transmettre aux parents des élèves participant au programme les communications de l'Administration à ce sujet;
- 4° assurer, à la demande de l'Administration, la transmission vers les parents des élèves participants de questionnaires visant à établir la consommation de fruits, légumes, lait et produits laitiers par les élèves;
- 5° assurer la communication sur le programme vers le public suivant l'application de l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 septembre 2017;
- 6° assurer, à la demande de l'Administration, un suivi en classe du changement des habitudes alimentaires des élèves en vue d'ancrer chez ces derniers des habitudes alimentaires saines;
- 7° conserver les pièces justificatives durant quatre ans au minimum, conformément à l'article 43 du Règlement d'exécution (UE) n° 908/2014 de la Commission du 6 août 2014 portant modalités d'application du Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les règles relatives aux contrôles, les garanties et la transparence.

Le non-respect d'un engagement prévu à l'alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 5°, 7° peut entraîner le refus de la demande de participation introduite par l'école pour l'année scolaire suivant l'année du constat de non-respect de l'un au moins desdits engagements.

Art. 9. Si les demandes de participation introduites à l'échéance fixée par l'Administration concernent un nombre d'élèves supérieur au nombre fixé par le Ministre en vertu de l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 septembre 2017, le Ministre procède à la sélection des écoles ayant introduit une demande de participation suivant les critères objectifs et la procédure de sélection objective établis à l'article 10. Les critères et la procédure de sélection sont portés à connaissance des écoles dans la notice explicative accompagnant le formulaire de demande de participation.

A défaut de critères objectifs et de procédure de sélection spécifique tels que visés au 1^{er} alinéa ou en cas de concours, l'Administration sélectionne des écoles en fonction de la date d'introduction des demandes de participation.

Art. 10. Les critères objectifs de sélection des écoles peuvent être l'un ou plusieurs des critères suivants :

- 1° l'indice socio-économique de l'école;
- 2° l'inscription de l'alimentation saine des élèves parmi les objectifs du projet d'établissement;
- 3° le respect des engagements souscrits par l'école lors de sa précédente participation au programme;

4° la durée ou le nombre d'activités ou le suivi assuré en classe, lors de la précédente participation au programme, en ce qui concerne le changement des habitudes alimentaires des élèves en vue d'ancrer chez ces derniers des habitudes alimentaires saines;

5° le nombre d'élèves inscrits;

6° la localisation des écoles.

La procédure de sélection établit une cotation objective en regard de chaque critère.

Les écoles sont sélectionnées dans l'ordre de la liste établie en fonction de leur cotation, de la plus élevée à la plus basse et en cas de concours dans les cotations, en fonction de la date d'introduction de leur demande de participation au programme.

Art. 11. Le plafond de l'aide est fixé à 10 euros par élève et par année scolaire pour la distribution de fruits et légumes, et à 10 euros pour la distribution de lait et produits laitiers.

Art. 12. La demande d'aide relative à la fourniture des produits est introduite avec les pièces justificatives suivantes :

1° les factures d'achat des produits libellant entre autres le pays d'origine des fruits et légumes;

2° la preuve de paiement desdits produits;

3° les bordereaux de livraison contresignés par le responsable de la distribution des produits au sein de l'école ou son délégué.

La demande d'aide relative à des mesures éducatives d'accompagnement, au suivi, à l'évaluation ou à la publicité est transmise à l'Administration par tout moyen de conférer date certaine à l'envoi conformément à l'article D.15 du Code ou via le Portail de l'Agriculture wallonne, et est complétée par les pièces justificatives suivantes :

1° de factures ventilées par activité et détaillant les coûts connexes;

2° des preuves de livraison des matériels ou services;

3° des preuves de paiement des coûts.

Art. 13. L'Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité est désignée pour proposer des mesures éducatives d'accompagnement visées à l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 septembre 2017.

L'Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité ou, le cas échéant, l'Administration gère l'appel à projets, visé à l'article 16, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 septembre 2017.

Art. 14. Le rapport visé à l'article 16, § 5, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 septembre 2017 reprend au minimum :

1° le nombre d'élèves ayant participé à la mesure;

2° le lieu, la date de début et la durée de la mesure;

3° le bénéfice retiré par les élèves lors de ladite mesure en termes d'alimentation saine.

Ledit rapport est transmis à l'Administration dans un délai de vingt jours ouvrables à partir du lendemain de la fin de la mise en œuvre de la mesure en vertu de l'article D.15 du Code ou via le Portail de l'Agriculture wallonne.

Art. 15. En application des articles 21, alinéa 2, et 22, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 septembre 2017, les conditions de suspension et retrait d'agrément y relatives sont reprises en annexe II.

Le délai à partir duquel court la suspension ou le retrait de l'agrément est déterminé par l'Administration.

Art. 16. La demande d'audition visée à l'article 23, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 septembre 2017 est à insérer dans le recours visé au paragraphe 1^{er} dudit article.

Namur, le 21 septembre 2017.

R. COLLIN

Annexe I^{re} : Liste des produits admissibles

Sont admissibles à l'aide au titre du programme pour la :

1° distribution de lait et produits laitiers :

a) lait de vache, chèvre, de brebis ou bufflonne traité thermiquement, et ses variantes sans lactose uniquement pour les enfants intolérants au lactose;

b) produits laitiers fabriqués à partir de lait de vache, chèvre, brebis ou bufflonne, sans addition d'aromatisants, de fruits, de fruits à coque ou de cacao :

i. lait battu nature ou lait fermenté nature,

ii. yaourt entier nature,

iii. fromages fabriqués à partir de lait de vache, chèvre, brebis, ou bufflonne, contenant au maximum 10 % d'ingrédients non lactiques, exempts de sucre ou de miel: suivant la liste publiée le site de l'APAQ-W <http://www.apaqw.be/Resultats-recherche-fromages.aspx>

2° distribution de fruits et légumes :

a) fruits et légumes frais, provenant d'un Etat membre de l'Union européenne, en fonction de la période de l'année, selon le tableau suivant :

	1 ^{re} période (septembre-décembre inclus)	2 ^e période (janvier-mars inclus)	3 ^e période (avril-juin inclus)
Agrumes : oranges, clémentines, mandarines, pamplemousses, citrons, pomelo, tangerine, mineola et cætera	1	1	1
Cassis	1		1
Cerise			1
Fraise	1		1
Framboise	1		1
Groseille	1		1
Mirabelle	1		
Myrtille	1		
Noisette	1	1	1
Noix	1	1	
Poire	1	1	1
Pomme	1	1	1
Prune	1		
Ail frais	1	1	1
Arroche	1		1
Asperge			1
Aubergine	1		
Bette	1		1
Betterave rouge	1	1	1
Brocoli	1		1
Carotte (primeur ou de conservation)	1	1	1
Céleri	1	1	
Cerfeuil	1	1	1
Champignon	1	1	1
Chicon	1	1	
Chicorée (scarole, frisée jaune)	1		1
Choux blanc, rouge, vert, chinois, de Bruxelles, fleur, frisé, rave,...	1	1	1
Concombre	1		1
Courge	1	1	
Courgette	1		1
Cresson	1	1	1
Echalote	1	1	1
Endive			1
Epinard	1		1
Fenouil	1		1
Fève des marais			1
Haricot vert	1		
Herbes aromatiques	1	1	1
Laitue	1	1	1
Mâche	1	1	
Navet	1	1	1

	1 ^{re} période (septembre-décembre inclus)	2 ^e période (janvier-mars inclus)	3 ^e période (avril-juin inclus)
Oignon ciboule	1		1
Oignon de garde	1	1	1
Oseille			1
Panais	1	1	1
Pâtisson	1		1
Persil	1	1	1
Piment	1		1
Poireau	1	1	1
Poivron	1		
Potiron	1	1	
Pourpier	1	1	1
Potimarron	1	1	
Radis	1		1
Ramonasse (radis noir)	1	1	
Rhubarbe			1
Rutabaga	1	1	
Salsifis	1	1	
Scorsonère	1	1	
Tétragone	1		
Tomate	1		1
Topinambour	1	1	

b) jus dont les produits sont exclusivement issus de la liste reprise en *a)* en ce compris le mélange de produits admissibles, à l'exclusion des jus composés d'agrumes à plus de 5 %;

c) la part de fruits "agrumes" est de maximum 25 % du budget/an/école;

d) soupes et compotes préparées exclusivement à partir de la liste reprise en *a)* en ce compris le mélange de produits admissibles.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 21 septembre 2017 précisant les modalités de mise en œuvre dans les écoles maternelles et primaires de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 septembre 2017 relatif à la mise en œuvre du programme européen à destination des écoles fondamentales en exécution de l'article 23 du Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil.

Namur, le 21 septembre 2017.

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

**Annexe II : Conditions de suspension et retrait d'agrément
Constats et décisions à appliquer aux écoles participantes**

Constat n°	Constat	Décision
1	Non-distribution par l'école des produits faisant l'objet de l'aide, aux élèves participant au programme	Suspension de l'agrément jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours
2	Refus de contrôle administratif ou sur place	Suspension de l'agrément jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours
3	Second refus de contrôle administratif ou sur place	Exclusion du programme pour l'année scolaire suivante
4	Cumul au cours d'une même année scolaire d'au moins deux constats	Suspension de l'agrément jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours et exclusion du programme pour l'année scolaire suivante
5	Répétition du constat n° 4 au cours de deux années scolaires consécutives	Suspension de l'agrément jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours et exclusion du programme pour les deux années scolaires suivantes

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 21 septembre 2017 précisant les modalités de mise en œuvre dans les écoles maternelles et primaires de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif à la mise en œuvre du programme européen à destination des écoles fondamentales en exécution de l'article 23 du Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil.

Namur, le 21 septembre 2017.

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/205206]

21. SEPTEMBER 2017 — Ministerieller Erlass über die Modalitäten zur Umsetzung in den Kindergärten und Primarschulen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. September 2017 betreffend die Umsetzung des europäischen Programms für Grundschulen in Ausführung von Artikel 23 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates, Artikel 23;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 2017/39 der Kommission vom 3. November 2016 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich der Gewährung einer Unionsbeihilfe für die Abgabe von Obst und Gemüse, Bananen und Milch in Bildungseinrichtungen;

Aufgrund der Delegierten Verordnung (EU) Nr. 2017/40 der Kommission vom 3. November 2016 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich der Gewährung einer Unionsbeihilfe für die Abgabe von Obst und Gemüse, Bananen und Milch in Bildungseinrichtungen und zur Änderung der Delegierten Verordnung (EU) Nr. 907/2014 der Kommission;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. September 2017 betreffend die Umsetzung des europäischen Programms für Grundschulen in Ausführung von Artikel 23 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates, Artikel 3 Absätze 2 und 3, Artikel 4 Absätze 2 und 3, Artikel 9 § 3, Artikel 10 und 11, Artikel 12 Absatz 1 Ziffer 3, Artikel 13 und 14, Artikel 16 §§ 2 und 5, Artikel 18 Absatz 2, Artikel 20, Artikel 21 Absatz 2, Artikel 22 Absatz 2, Artikel 23 § 2;

Aufgrund der am 24. März 2017 und am 5. Juli 2017 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 30. März 2017 und am 13. Juli 2017 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 20. April 2017 und am 20. Juli 2017 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des Berichts vom 25. Mai 2017, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 28. August 2017 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 61.891/2/V des Staatsrats;

In Erwägung der Absicht der Regierung, die lokalen Ankäufe zu fördern und die wallonischen Erzeugnisse aufzuwerten, und in Erwägung der durch die europäischen Mitgesetzgeber gebotenen Möglichkeit, die regionalen Erzeugnisse und die kurzen Handelsketten bei der Umsetzung des Schulprogramms zu fördern, wird die Liste der beihilfefähigen Erzeugnisse festgelegt, um die Käsespezialitäten als wallonisches Kulturgut sowie die in der Wallonie erzeugten saisongebundenen Obst- und Gemüsesorten in den Vordergrund zu stellen,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Artikels gilt als Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. September 2017 der Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. September 2017 betreffend die Umsetzung des europäischen Programms für Grundschulen in Ausführung von Artikel 23 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates.

In Anwendung von Artikel 3 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2017 ist der vorliegende Erlass auf die Vor- und Primarschulen anwendbar.

Art. 2 - Gemäß Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. September 2017 können beihilfefähigen Erzeugnisse nach objektiven Kriterien ausgewählt werden, wie:

- 1° das jahreszeitliche Angebot der Erzeugnisse;
- 2° die Verfügbarkeit der Erzeugnisse auf lokaler Ebene;
- 3° die Produktionsmethode;
- 4° die Nachhaltigkeit.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 4 gilt als Nachhaltigkeit der Zusammenhang zwischen dem Erzeugnis und dem Gebiet unter der Berücksichtigung einer Vermarktung über kurze Handelswege, der Nähe zwischen Erzeugungsort und dem Ort des Verbrauchs, des gerechten Preises für den Erzeuger sowie der Qualität der Erzeugung.

Art. 3 - Der Beihilfeantrag betreffend die Verteilung von Erzeugnissen bezieht sich auf folgende Zeiträume: vom 1. September bis 31. Dezember, vom 1. Januar bis 31. März und vom 1. April bis 30. Juni.

Art. 4 - Die Liste der beihilfefähigen Erzeugnisse wird in Anhang I festgelegt.

Art. 5 - Der Zeitplan für die Verteilung der Erzeugnisse und die Verpackung der zu verteilenden Erzeugnisse wird von der Schule festgelegt unter Berücksichtigung der pädagogischen Maßnahmen, die sie umzusetzen beabsichtigt.

Pro Schuljahr werden die Erzeugnisse wenigstens zwanzig Mal verteilt. Die Erzeugnisse werden wenigstens einmal wöchentlich verteilt.

Ergänzend zu den Bestimmungen von Artikel 11 der delegierten Verordnung (EU) Nr. 2017/40 erfolgt die Verteilung der Erzeugnisse morgens und nicht im Rahmen der von der Schule organisierten Schulmahlzeiten.

Art. 6 - Entscheidet sich eine Schule für die Verteilung von Obst und Gemüse und von Milch und Milcherzeugnissen, so plant diese Schule die Verteilung so, dass das Obst und Gemüse an einem anderen Tag verteilt wird, als die Milch und Milcherzeugnisse.

Art. 7 - Das in Artikel 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. September 2017 erwähnte Formular beinhaltet die folgenden von der Schule zu übermittelnden Angaben:

- 1° die Kennnummer der Schule;
- 2° den Namen und die Anschrift für jede in dem Teilnahmeantrag angeführte schulische Niederlassung;
- 3° die Angaben der innerhalb der Schule zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags für die Umsetzung des Programms verantwortlichen Person oder ihres Stellvertreters;
- 4° die Schulklasse bzw. die Schulklassen, die von dem Teilnahmeantrag betroffen sind;
- 5° die geschätzte Anzahl der teilnehmenden Schüler für die Vor- oder die Primarschule in dem betreffenden Schuljahr;
- 6° die auserwählte begleitende pädagogische Maßnahme zu deren Umsetzung im Rahmen des Programms während des betreffenden Schuljahres;
- 7° das Datum oder den Zeitraum des Schuljahres, auf das sich der Antrag auf Beteiligung bezieht, und an bzw. in dem die Umsetzung der besagten Maßnahme vorgesehen ist.

Die Verwaltung stellt den Schulen das Formular zur Verfügung und bestimmt den Zeitraum für die Einreichung des Antrags auf Beteiligung so, dass die Frist für die Einreichung des Antrags am 20. September des Schuljahres, auf das sich dieser Antrag bezieht, endet.

Art. 8 - Zusätzlich zu den in Kapitel 3 Abschnitt 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. September 2017 festgelegten Verpflichtungen ist die Übermittlung des Antrags auf Beteiligung an die Erfüllung folgender Verpflichtungen durch die Schule geknüpft:

- 1° die Erzeugnisse nach dem der Verwaltung übermittelten Zeitplan unentgeltlich an alle teilnehmenden Schüler verteilen;
- 2° während des betreffenden Schuljahres zumindest eine begleitende pädagogische Maßnahme zugunsten jedes teilnehmenden Schülers umsetzen;
- 3° den Eltern der am Programm teilnehmenden Schüler die entsprechenden Mitteilungen der Verwaltung übermitteln;
- 4° auf Anfrage der Verwaltung gewährleisten, dass die Fragebögen über den Verzehr von Obst, Gemüse, Milch und Milcherzeugnissen durch die Schüler den Eltern der teilnehmenden Schülern übermittelt werden;
- 5° die für die Öffentlichkeit bestimmte Kommunikation in Anwendung von Artikel 18 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. September 2017 gewährleisten;

6° auf Anfrage der Verwaltung gewährleisten, dass die Umstellung der Ernährungsgewohnheiten der Schüler in der Klasse überwacht wird, um bei diesen gesunde Ernährungsgewohnheiten zu verankern;

7° gemäß Artikel 43 der delegierten Verordnung (EG) Nr. 7° der Kommission vom 4. August 43 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 908/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich der Zahlstellen und anderen Einrichtungen, der Mittelverwaltung, des Rechnungsabschlusses und der Bestimmungen für Kontrollen, Sicherheiten und Transparenz alle Belege wenigstens vier Jahre aufbewahren.

Die Missachtung einer der in Absatz 1, Ziffern 1, 2, 3, 5, 7 erwähnten Verpflichtungen kann dazu führen, dass der durch die Schule eingereichte Antrag auf Beteiligung für das Schuljahr nach dem der festgestellten Missachtung wenigstens einer der genannten Verpflichtungen abgelehnt wird.

Art. 9 - Falls die bei Ende der von der Verwaltung festgelegten Frist eingereichten Anträge auf Beteiligung eine Anzahl Schüler betreffen, die über der durch den Minister gemäß Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. September 2017 festgelegten Anzahl liegt, so trifft der Minister nach den objektiven Kriterien und dem objektiven Auswahlverfahren gemäß Artikel 10 eine Auswahl unter jenen Schulen, die einen Antrag auf Beteiligung eingereicht haben. Die Kriterien und das Auswahlverfahren werden den Schulen in den Erläuterungen zu dem Antragsformular mitgeteilt.

In Ermangelung objektiver Kriterien oder eines spezifischen Auswahlverfahrens nach Absatz 1 oder in einem Konkurrenzfall wählt die Verwaltung die Schulen auf der Grundlage des Datums der Einreichung der Anträge auf Beteiligung aus.

Art. 10 - Bei den objektiven Kriterien zur Auswahl der Schulen kann es sich um eines oder um mehrere der folgenden Kriterien handeln:

- 1° sozioökonomischer Index der Schule;
- 2° Eintragung einer gesunden Ernährung in die Zielsetzungen des Schulprojekts;
- 3° Einhaltung der von der Schule im Rahmen einer vergangenen Teilnahme am Programm eingegangenen Verpflichtungen;
- 4° Dauer oder Anzahl der Aktivitäten oder Überwachung in der Klasse bei einer vergangenen Teilnahme am Programm, was die Umstellung der Ernährungsgewohnheiten der Schüler betrifft, um bei diesen gesunde Ernährungsgewohnheiten zu verankern;
- 5° Anzahl eingetragener Schüler;
- 6° Lokalisierung der Schulen.

In dem Auswahlverfahren wird neben jedem Kriterium eine objektive Bewertung vergeben.

Die Schulen werden in der Reihenfolge gemäß einer Liste auserwählt, die aufgrund ihrer Bewertung aufgestellt wurde, von der höchsten bis zur schwächsten; sind zwei Bewertungen gleich, so wird das Datum der Einreichung der Anträge auf Beteiligung berücksichtigt.

Art. 11 - Der Höchstbetrag der Beihilfe wird pro Schüler und Schuljahr auf 10 Euro für die Verteilung von Obst und Gemüse und auf 10 Euro für die Verteilung von Milch und Milcherzeugnissen festgelegt.

Art. 12 - Der Beihilfeantrag für die Abgabe der Erzeugnisse wird gemeinsam mit den folgenden Belegen eingereicht:

- 1° Kaufrechnung der Erzeugnisse, die insbesondere das Herkunftsland von Obst und Gemüse angibt;
- 2° Zahlungsbeleg für die genannten Erzeugnisse;
- 3° Lieferscheine, gegengezeichnet durch die für die Verteilung der Erzeugnisse innerhalb der Schule verantwortliche Person oder dessen Stellvertreter.

Der Antrag auf Beihilfen für begleitende pädagogische Maßnahmen, Überwachung, Bewertung und Bekanntmachung wird der Verwaltung durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D. 15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, oder über das Internetportal der wallonischen Landwirtschaft übermittelt, und durch die folgende Belege ergänzt:

- 1° die nach Aktivitäten unterteilten Rechnungen mit ausführlicher Angabe der zusammenhängenden Kosten;
- 2° die Belege für die Lieferung von Material oder Dienstleistungen;
- 3° die Belege für die Zahlung der Kosten.

Art. 13 - Die Wallonische Agentur für die Förderung einer Qualitätslandwirtschaft ("Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité") wird bezeichnet, um die in Artikel 16 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. September 2017 angeführten begleitenden pädagogischen Maßnahmen vorzuschlagen.

Die Wallonische Agentur für die Förderung einer Qualitätslandwirtschaft oder gegebenenfalls die Verwaltung verwaltet den in Artikel 16 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. September 2017 angeführten Projektauftrag.

Art. 14 - Der in Artikel 16 § 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. September 2017 erwähnte Bericht umfasst wenigstens:

- 1° die Anzahl der an der Maßnahme teilnehmenden Schüler;
- 2° den Ort, das Datum des Anfangs und Endes und die Dauer der Maßnahme;
- 3° den Nutzen der genannten Maßnahme für die Schüler was die gesunde Ernährung betrifft.

Der genannte Bericht wird der Verwaltung innerhalb einer Frist von zwanzig Werktagen ab dem Tag nach dem Ende der Umsetzung der Maßnahme gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches oder über das Internetportal der wallonischen Landwirtschaft übermittelt.

Art. 15 - In Anwendung der Artikel 21 Absatz 2 und 22 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. September 2017 werden die Bedingungen zur Aussetzung und zum Entzug der Zulassung in Anhang II angeführt.

Die Frist, ab der die Aussetzung und oder der Entzug der Zulassung beginnt, wird von der Verwaltung bestimmt.

Art. 16 - Der in Artikel 23 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. September 2017 erwähnte Antrag, angehört zu werden, ist in die in § 1 des genannten Artikels erwähnte Beschwerde einzufügen.

Namur, den 21. September 2017

R. COLLIN

Anhang I: Liste der beihilfefähigen Erzeugnisse

Sind im Rahmen des Programms beihilfefähig für die:

1° Verteilung von Milch und Milcherzeugnissen:

a) wärmebehandelte Kuh-, Ziegen-, Schaf- oder Büffelmilch und ihre laktosefreien Varianten nur für jene Kinder, die an einer Laktoseintoleranz leiden;

b) Aus Kuh-, Ziegen-, Schaf- oder Büffelmilch hergestellte Milcherzeugnisse ohne Zusatz von Aromastoffen, Früchten, Hülsenfrüchten oder Kakao:

i. naturbelassene Buttermilch oder naturbelassene fermentierte Milch,

ii. naturbelassener Vollmilchjoghurt,

iii. Aus Kuh-, Ziegen-, Schaf- oder Büffelmilch hergestellte Käsesorten, die höchstens 10 % milchfremde Bestandteile enthalten und frei von Zucker oder Honig sind: nach der auf der Website der APAQ-W <http://www.apaqw.be/Resultats-recherche-fromages.aspx> veröffentlichten Liste;

2° Verteilung von Obst und Gemüse:

a) Frisches Obst und Gemüse aus einem Mitgliedstaat der Europäischen Union je nach Zeitraum des Jahres auf der Grundlage der folgenden Tabelle:

	1. Zeitraum (September-Dezember einschl.)	2. Zeitraum (Januar-März einschl.)	3. Zeitraum (April-Juni einschl.)
Zitrusfrüchte: Orangen, Klementinen, Mandarinen, Pampelmuse, Zitronen, Grapefruits, Tangerinen, Minneolas etc.	1	1	1
Schwarze Johannisbeere	1		1
Kirsche			1
Erdbeere	1		1
Himbeere	1		1
Rote Johannisbeere	1		1
Mirabelle	1		
Heidelbeere	1		
Haselnuss	1	1	1
Walnuss	1	1	
Birne	1	1	1
Apfel	1	1	1
Pflaume	1		
Frischer Knoblauch	1	1	1
Gartenmelde	1		1
Spargel			1
Aubergine/Melanzani oder Eierfrucht	1		
Mangold	1		1
Rote Beete	1	1	1
Broccoli oder Calabrese	1		1
Möhre/Karotte (Früh- oder Lagermöhre/karotte)	1	1	1
Stauden-/Stangensellerie	1	1	
Kerbel	1	1	1
Pilz	1	1	1
Zichorie	1	1	
Endivie, (krausblättrige Endivie und ganzblättrige Endivie)	1		1

	1. Zeitraum (September-Dezember einschl.)	2. Zeitraum (Januar-März einschl.)	3. Zeitraum (April-Juni einschl.)
Weißkohl, Rotkohl, Grünkohl, Chinakohl, Rosenkohl, Blumen- kohl, Wirsing, Kohlrabi,...	1	1	1
Gurke	1		1
Kürbis	1	1	
Gartenkürbis oder Zucchini	1		1
Kresse	1	1	1
Schalotte	1	1	1
Chicorée			1
Spinat	1		1
Fenchel	1		1
Weiden			1
Grüne Bohne	1		
Aromatische Kräuter	1	1	1
Grüner Salat	1	1	1
Rapunzel oder Feldsalat/Vogerl- salat	1	1	
Speiserübe	1	1	1
Winterzwiebel	1		1
Lagerfähige Zwiebel	1	1	1
Sauerampfer			1
Pastinake	1	1	1
Patisson	1		1
Petersilie	1	1	1
Peperoni	1		1
Porree	1	1	1
Paprika	1		
Riesenkürbis	1	1	
Portulak	1	1	1
Hokkaidokürbis	1	1	
Radieschen	1		1
Rettich	1	1	
Rhabarber			1
Steckrübe	1	1	
Haferwurzel	1	1	
Schwarzwurzel	1	1	
Neuseelandspinat	1		
Tomate	1		1
Topinambour	1	1	

b) Säfte, die ausschließlich aus den Erzeugnissen der unter Buchstabe a) angeführten Liste gewonnen werden, einschließlich der Kombination der zulässigen Erzeugnisse, mit Ausnahme der Säfte, die zu mehr als 5% aus Zitrusfrüchten bestehen;

c) der Anteil der Zitrusfrüchte beträgt höchstens 25% des Haushalts/Jahr/Schule;

d) Suppen und Kompott, hergestellt ausschließlich aus Erzeugnissen der unter Buchstabe a) angeführten Liste, einschließlich der Kombination der zulässigen Erzeugnisse.

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 21. September 2017 über die Modalitäten zur Umsetzung in den Kindergärten und Primarschulen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. September 2017 betreffend die Umsetzung des europäischen Programms für Grundschulen in Ausführung von Artikel 23 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates beigefügt zu werden.

Namur, den 21. September 2017

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus,
Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

**Anhang II: Bedingungen zur Aussetzung und zum Entzug der Zulassung
Feststellung und auf die teilnehmenden Schulen anzuwendenden Beschlüsse**

Feststellung Nr.	Feststellung	Beschluss
1	Ausbleibende Verteilung durch die Schule der Erzeugnisse, die Gegenstand der Beihilfe sind, an die am Programm teilnehmenden Schüler	Aussetzung der Zulassung bis Ende des laufenden Schuljahres
2	Verweigerung der Verwaltungskontrolle oder der Kontrolle vor Ort	Aussetzung der Zulassung bis Ende des laufenden Schuljahres
3	Zweite Verweigerung der Verwaltungskontrolle oder der Kontrolle vor Ort	Ausschluss vom Programm für das folgende Schuljahr
4	Kumulierung von zwei Feststellungen im Laufe desselben Schuljahres	Aussetzung der Zulassung bis Ende des laufenden Schuljahres und Ausschluss vom Programm für das folgende Schuljahr
5	Wiederholung der Feststellung Nr. 4 im Laufe von zwei aufeinanderfolgenden Schuljahren	Aussetzung der Zulassung bis Ende des laufenden Schuljahres und Ausschluss vom Programm für die beiden folgende Schuljahre

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 21. September 2017 über die Modalitäten zur Umsetzung in den Kindergärten und Primarschulen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. September 2017 betreffend die Umsetzung des europäischen Programms für Grundschulen in Ausführung von Artikel 23 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates beigefügt zu werden.

Namur, den 21. September 2017

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus,
Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/205206]

21 SEPTEMBER 2017. — Ministerieel besluit waarbij de modaliteiten worden bepaald van de uitvoering in de kleuterscholen en lagere scholen van het besluit van de Waalse Regering van 21 september 2017 betreffende de uitvoering van de Europese regeling bestemd voor de basisscholen overeenkomstig artikel 23 van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens, afgevaardigd bij de Grote Regio,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad, artikel 23;

Gelet op uitvoeringsverordening (EU) 2017/39 van de Commissie van 3 november 2016 tot vaststelling van toepassingsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft Uniesteun voor de versterking van groenten, fruit, bananen en melk in onderwijsinstellingen;

Gelet op gedelegeerde Verordening (EU) 2017/40 van de Commissie van 3 november 2016 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad, met betrekking tot Uniesteun voor de versterking van groenten en fruit, bananen en melk in onderwijsinstellingen en tot wijziging van Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 907/2014 van de Commissie

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 september 2017 betreffende de uitvoering van de Europese regeling bestemd voor de basisscholen overeenkomstig artikel 23 van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad ter uitvoering van artikel 23 van verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad, artikel 3, leden 2 en 3, artikel 4, leden 2 en 3, artikel 9, § 3, de artikelen 10 en 11, artikel 12, eerste lid, 3°, de artikelen 13 en 14, artikel 16, §§ 2 en 5, artikel 18, tweede lid 2, artikel 20, artikel 21, tweede lid 2, artikel 22, tweede lid 2, artikel 23, § 2;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 maart 2017 en 5 juli 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 maart 2017 en 13 juli 2017;

Gelet op het overleg gepleegd op 20 april 2017 en 20 juli 2017 tussen de Gewestregeringen en de Federale overheid;

Gelet op het rapport van 25 mei 2017, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 61.891/2/V van de Raad van State, gegeven op 28 augustus 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de wil van de Waalse Regering om de lokale aankopen aan te moedigen, om de Waalse producten te valoriseren, en de mogelijkheid aangeboden door de Europese mede-wetgevers om de gewestelijke producten en de "korte circuits" aan te moedigen tijdens de uitvoering van het programma bestemd voor de scholen, de lijst van de steungerechtigde producten wordt opgesteld om het Waals kaaspatrimonium en het seizoensfruit en de seizoensgroenten geproduceerd in Wallonië te benadrukken,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder het besluit van de Waalse Regering van 21 september 2017, het besluit van de Waalse Regering van 21 september 2017 betreffende de uitvoering van de Europese regeling bestemd voor de basisscholen overeenkomstig artikel 23 van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad.

Overeenkomstig artikel 3, lid 3, van het besluit van de Waalse Regering van 21 september 2017, is dit besluit van toepassing op de kleuterscholen en lagere scholen.

Art. 2. Overeenkomstig artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 21 september 2017, kunnen de steungerechtigde producten worden geselecteerd in functie van objectieve criteria zoals :

- 1° het seizoensgebonden karakter van de producten;
- 2° de beschikbaarheid van de producten op plaatselijk niveau;
- 3° de productiewijze;
- 4° het duurzame karakter.

Voor de toepassing van het eerste lid, 4°, wordt verstaan onder duurzaam karakter het verband van het product met het grondgebied rekening houdend, met inbegrip van een verstrekking via een korte circuits, met de nabijheid tussen de productieplaats en de plaats van verbruik, de juiste prijs voor de producent alsook met de productiekwaliteit.

Art. 3. De steunaanvraag betreffende de verstrekking van producten heeft betrekking op de volgende periodes : van 1 september tot 31 december, van 1 januari tot 31 maart en van 1 april tot 30 juni.

Art. 4. De lijst van de in aanmerking komende producten wordt opgesteld in bijlage I.

Art. 5. De kalender van verstrekking van de producten en de verpakking van de te verstrekken producten wordt bepaald door de school rekening houdend met de educatieve maatregelen die ze wil uitvoeren.

Er worden per schooljaar minstens twintig keren producten verstrekt. Er worden wekelijks minstens een keer producten verstrekt.

Ter aanvulling van artikel 11 van de gedelegeerde Verordening (EU) 2017/40, gebeurt de verstrekking van de producten s'ochtends buiten de regelmatige maaltijden georganiseerd door de school.

Art. 6. Wanneer een school kiest voor de verstrekking van fruit en groenten en de verstrekking van melk en zuivelproducten, organiseert de school de verstrekking zodat de dagen van verstrekking van fruit en groenten verschillen van de dagen van verstrekking van melk en zuivelproducten.

Art. 7. Het formulier bedoeld in artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 21 september 2017 bevat de volgende informatie die aan de school moet bezorgd worden :

- 1° het identificatienummer van de school;
- 2° de namen en adressen betreffende elke vestiging bedoeld bij de aanvraag om deelname;
- 3° de gegevens van de persoon die verantwoordelijk is binnen de school voor de uitvoering van het programma op het ogenblik van de indiening van de aanvraag om deelname of zijn afgevaardigde;
- 4° het jaar of de onderwijsjaren bedoeld bij de aanvraag om deelname;
- 5° het geschat aantal deelnemende leerlingen voor de afdeling kleuteronderwijs of voor de afdeling lager onderwijs, voor het overwogen schooljaar;
- 6° de begeleidende educatieve maatregel gekozen voor zijn uitvoering in het kader van het programma tijdens het overwogen schooljaar;
- 7° de datum of de periode van het schooljaar bedoeld bij de aanvraag om deelname waarin de uitvoering van voornoemde maatregel is voorzien.

De Administratie stelt het formulier ter beschikking van de scholen en bepaalt de periode van indiening van de aanvraag om deelname zodat de vervaldatum voor de indiening van de aanvraag uiterlijk op 20 september valt van het schooljaar bedoeld bij voornoemde aanvraag.

Art. 8. Naast de verbintenissen vastgesteld in afdeling 1 van hoofdstuk 3 van het besluit van de Waalse Regering van 21 september 2017, wordt het overmaken van de aanvraag om deelname onderworpen aan het aangaan door de school van de volgende verbintenissen :

- 1° aan alle deelnemende leerlingen de producten gratis verstrekken volgens de kalender van verstrekking meegedeeld aan de Administratie;
- 2° tijdens het overwogen schooljaar minstens één begeleidende educatieve maatregel uitvoeren ten bate van elke deelnemende leerling;
- 3° aan de ouders van de leerlingen die deelnemen aan het programma de mededelingen van de Administratie hieromtrent overmaken;
- 4° op verzoek van de Administratie, zorgen voor het overmaken aan de ouders van de deelnemende leerlingen van de vragenlijsten die de consumptie van fruit, groenten, melk en zuivelproducten door de leerlingen moeten vastleggen;
- 5° zorgen voor de communicatie over het programma naar het publiek volgens de toepassing van artikel 18 van het besluit van de Waalse Regering van 21 september 2017;
- 6° op verzoek van de Administratie, zorgen voor een opvolging in de klas van de verandering van de eetgewoonten van de leerlingen om bij deze leerlingen gezonde eetgewoonten te verankeren;

7° de bewijsstukken gedurende minstens 4 jaar bewaren, overeenkomstig artikel 43 van uitvoeringsverordening (EU) nr. 908/2014 van de commissie van 6 augustus 2014 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad, wat betreft betaalorganen en andere instanties, financieel beheer, goedkeuring van de rekeningen, voorschriften inzake controles, zekerheden en transparantie.

De niet-naleving van een verbintenis bedoeld in het eerste lid, 1°, 2°, 3°, 5°, 7° kan de weigering tot gevolg hebben van de aanvraag om deelname ingediend door de school voor het schooljaar volgend op het jaar van de vaststelling van niet naleving van minstens één van deze verbintenissen.

Art. 9. Als de aanvragen om deelneming ingediend op de vervaldatum bepaald door de Administratie een aantal leerlingen betreffen dat hoger is dan het aantal bepaald door de Minister krachtens artikel 10 van het Besluit van de Waalse Regering van 21 september 2017, gaat de Minister over tot de selectie van de scholen die een aanvraag om deelname hebben ingediend volgens de objectieve criteria en de objectieve selectieprocedure vastgelegd in artikel 10. De criteria en de selectieprocedure worden ter kennis gebracht van de scholen in de toelichtingsnota die gevoegd is bij het formulier van aanvraag om deelname.

Bij gebrek aan objectieve criteria en specifieke selectieprocedure zoals bedoeld in het eerste lid of in geval van samenloop, selecteert de Administratie scholen in functie van de datum van indiening van de aanvragen om deelneming.

Art. 10. De objectieve selectiecriteria van de scholen kunnen één of meerdere van de volgende criteria zijn :

- 1° het socio-economische indexcijfer van de school;
- 2° de plaatsing van een gezonde voeding van de leerlingen tussen de doelstellingen van het project van de inrichting;
- 3° de naleving van de verbintenissen aangegaan door de school tijdens haar vorige deelname aan het programma;
- 4° de duur of het aantal activiteiten of de opvolging in de klas, tijdens de vorige deelname aan het programma, wat betreft de verandering van de eetgewoonten van de leerlingen om bij deze leerlingen gezonde eetgewoonten te verankeren;
- 5° het aantal ingeschreven leerlingen;
- 6° de ligging van de scholen.

De selectieprocedure stelt een objectieve notering vast t.o.v. elk criterium.

De scholen worden geselecteerd in de volgorde van de lijst opgesteld in functie van hun notering, van de hoogste naar de laagste en in geval van samenloop in de noteringen, in functie van de indieningsdatum van hun aanvraag om deelname aan het programma.

Art. 11. Het maximumsteunbedrag is vastgelegd op 10 euro per leerling en per schooljaar voor de verstrekking van fruit en groenten, en op 10 euro voor de verstrekking van melk en zuivelproducten.

Art. 12. De steunaanvraag betreffende de levering van producten wordt ingediend met de volgende bewijsstukken :

- 1° de aankoopfacturen van de producten met vermelding o.a. van het land van oorsprong van het fruit en de groenten;
- 2° het betalingsbewijs van deze producten;
- 3° de leveringsborderellen medeondertekend door de verantwoordelijke voor het verstrekken van de producten binnen de school of zijn afgevaardigde.

De steunaanvraag betreffende begeleidende educatieve maatregelen, de opvolging, de beoordeling of de bekendmaking wordt overgemaakt aan de Administratie bij elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent overeenkomstig artikel D.15 van het Wetboek of via het "Portail de l'Agriculture wallonne" (Portaal Waalse Landbouw) en wordt aangevuld met de volgende bewijsstukken :

- 1° facturen geventileerd per activiteit en met een omschrijving van de bijbehorende kosten;
- 2° bewijzen van levering van materiaal of diensten;
- 3° de betalingsbewijzen van de kosten.

Art. 13. Het "Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité" (Waals agentschap voor de bevordering van een kwaliteitslandbouw) wordt aangewezen om begeleidende educatieve maatregelen voor te stellen bedoeld in artikel 16 van het besluit van de Waalse Regering van 21 september 2017.

Het "Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité" (Waals agentschap voor de bevordering van een kwaliteitslandbouw) of, in voorkomend geval, de Administratie beheert de projectenoproep bedoeld in artikel 16, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 21 september 2017.

Art. 14. Het verslag bedoeld in artikel 16, § 5, van het besluit van de Waalse Regering van 21 september 2017 vermeldt minstens :

- 1° het aantal leerlingen die aan de maatregel hebben deelgenomen;
- 2° de plaats, de begindatum en de duur van de maatregel;
- 3° het voordeel genoten door de leerlingen tijdens de voormelde maatregel in termen van gezonde voeding.

Het voornoemde verslag wordt overgemaakt aan de Administratie binnen een termijn van 20 werkdagen vanaf de dag volgend op het einde van de uitvoering van de maatregel krachtens artikel D.15 van het Wetboek of via het "Portail de l'Agriculture wallonne" (Portaal Waalse Landbouw).

Art. 15. Overeenkomstig artikel 21, tweede lid, en 22, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 21 september 2017, worden de bijhorende voorwaarden van opschorting en intrekking van de erkenning opgenomen in bijlage II.

De termijn vanaf welke de opschorting of de intrekking van de erkenning loopt, wordt bepaald door de Administratie.

Art. 16. Het verzoek om gehoord te worden bedoeld in artikel 23, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 21 september 2017 wordt ingevoegd in het beroep bedoeld in paragraaf 1 van voornoemd artikel.

Namen, 21 september 2017.

R. COLLIN

Bijlage I : Lijst van de in aanmerking komende producten

Komen in aanmerking voor de steun in het kader van het programma voor de:

1° verstrekking van melk en zuivelproducten :

a) melk van koeien, geiten, schapen of buffelkoeien, warmtebehandeld, en zijn varianten zonder lactose uitsluitend voor kinderen die geen lactose kunnen verdragen;

b) zuivelproducten geproduceerd uit melk van koeien, geiten, schapen of buffelkoeien, zonder toevoeging van geurstoffen, fruit, schaalvruchten of cacao :

i. karnemelk natuur of gefermenteerde melk natuur,

ii. volle yoghurt natuur,

iii. kazen geproduceerd uit melk van koeien, geiten, schapen of buffelkoeien, met maximum 10 % van niet melkzuuringrediënten, vrij van suiker of honing; volgens de lijst bekendgemaakt op de website van "APAQ-W" <http://www.apaqw.be/Resultats-recherche-fromages.aspx>;

2° verstrekking van fruit en groenten :

a) vers fruit en groenten, afkomstig uit een Lidstaat van de Europese Unie, in functie van de periode van het jaar, volgens de volgende tabel :

	1e periode (september-december inbegrepen)	2e periode (januari-maart inbegrepen)	3e periode (april-juni inbegrepen)
Citrusvruchten : sinaasappel, clementines, mandarijnen, pompelmoezen, citroenen, pomelo, tangerine, minneola et cætera	1	1	1
Zwarte bes	1		1
Kers			1
Aardbei	1		1
Framboos	1		1
Aalbes	1		1
Mirabelpruim	1		
Blauwe bosbes	1		
Hazelnoot	1	1	1
Noot	1	1	
Peer	1	1	1
Appel	1	1	1
Pruim	1		
Verse look	1	1	1
Melde	1		1
Asperge			1
Aubergine	1		
Snijbiet	1		1
Rode biet	1	1	1
Broccoli	1		1
Worteltjes (primeur of om te bewaren)	1	1	1
Selderij	1	1	
Kervel	1	1	1
Paddestoel	1	1	1
Witlof	1	1	
Cichorei (andijvie, gele krulandijvie)	1		1
Wittekool, rodekool, groenekool, Chinese kool, spruitkool, bloemkool, boerenkool, koolrabi,...	1	1	1
Komkommer	1		1

	1e periode (september-december inbegrepen)	2e periode (januari-maart inbegrepen)	3e periode (april-juni inbegrepen)
Pompoen	1	1	
Courgette	1		1
Kruidkers	1	1	1
Sjalot	1	1	1
Andijvie			1
Spinazie	1		1
Venkel	1		1
Roomse boon			1
Sperziebonen	1		
Aromatische kruiden	1	1	1
Sla	1	1	1
Veldsla	1	1	
Meiraap/stoppelknol	1	1	1
Bieslookuien	1		1
Bewaaruien	1	1	1
Zuring			1
Pastinaak	1	1	1
Kadinaalsmuts	1		1
Peterselie	1	1	1
Spaanse peper	1		1
Prei	1	1	1
Paprika	1		
Pompoen	1	1	
Postelein	1	1	1
Pompoen potimarron	1	1	
Radijs	1		1
Rammenas	1	1	
Rabarber			1
Koolraap	1	1	
Boksbaard	1	1	
Schorseneer	1	1	
Zomerspinazie	1		
Tomaat	1		1
Aardpeer	1	1	

b) sappen waarvan de producten uitsluitend afkomstig zijn uit de lijst opgenomen in a) met inbegrip van de vermenging van in aanmerking komende producten, met uitzondering van de sappen samengesteld uit citrusvruchten voor meer dan 5 %;

c) het gedeelte van fruit "citrusvruchten" bedraagt maximum 25 % van de begroting/jaar/school;

d) soepen en compotes uitsluitend voorbereid vanaf de lijst opgenomen in a) met inbegrip van de vermenging van in aanmerking komende producten.

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 21 september 2017 waarbij de modaliteiten worden bepaald van de uitvoering in de kleuterscholen en lagere scholen van het besluit van de Waalse Regering van 21 september 2017 betreffende de uitvoering van de Europese regeling bestemd voor de basisscholen overeenkomstig artikel 23 van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad.

Namen, 21 september 2017.

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

**Bijlage II : Voorwaarden van opschorting en intrekking van de erkenning
Vaststellingen en beslissingen die op de deelnemende scholen moeten toegepast worden**

Vaststelling nr.	Vaststelling	Beslissing
1	Niet verstrekking door de school van de producten die het voorwerp uitmaken van de steun, aan de leerlingen die deelnemen aan het programma	Schorsing van de erkenning tot het einde van het lopende schooljaar
2	Weigering van de administratieve controle of ter plaatse	Schorsing van de erkenning tot het einde van het lopende schooljaar
3	Tweede weigering van de administratieve controle of ter plaatse	Uitsluiting uit het programma voor het volgende schooljaar
4	Cumulatie tijdens éénzelfde schooljaar van minstens twee vaststellingen	Schorsing van de erkenning tot het einde van het lopende schooljaar en uitsluiting uit het programma voor het volgende schooljaar
5	Herhaling van vaststelling nr. 4 tijdens twee opeenvolgende schooljaren	Schorsing van de erkenning tot het einde van het lopende schooljaar en uitsluiting uit het programma voor de twee volgende schooljaren

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 21 september 2017 waarbij de modaliteiten worden bepaald van de uitvoering in de kleuterscholen en lagere scholen van het besluit van de Waalse Regering van 21 september 2017 betreffende de uitvoering van de Europese regeling bestemd voor de basisscholen overeenkomstig artikel 23 van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad.

Namen, 21 september 2017.

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/13623]

28 SEPTEMBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du 29 octobre 2011 fixant les échelles de traitement du personnel de Bruxelles-Propreté, Agence régionale pour la propreté et modifiant l'arrêté du 29 octobre 2011 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Bruxelles-Propreté, Agence régionale pour la Propreté

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création de l'Agence régionale pour la propreté, article 8, § 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 octobre 2011 fixant les échelles de traitement du personnel de Bruxelles-Propreté, Agence régionale pour la propreté;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 octobre 2011 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Bruxelles-Propreté, Agence régionale pour la propreté;

Considérant que, dans le cadre de l'accord sectoriel 2015-2016 du 9 novembre 2015, il a été décidé de l'intégration du niveau 4 dans le niveau 3, dans un cadre budgétaire défini, à partir du 1^{er} janvier 2016;

Que dans le cadre de la mise en application de cet accord, il convient d'adapter les échelles de traitement des grades équivalents au niveau 4 pour ce qui concerne l'Agence régionale pour la propreté;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 5 octobre 2016;

Vu le test genre;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 octobre 2016;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2017/13623]

28 SEPTEMBER 2017. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het Besluit van 29 oktober 2011 tot vaststelling van de weddenschalen van het personeel van Net Brussel, Gewestelijk Agentschap voor Netheid en tot wijziging van het besluit van 29 oktober 2011 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van Net Brussel, Gewestelijk Agentschap voor Netheid

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid, artikel 8, § 2;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 oktober 2011 tot vaststelling van de weddenschalen van het personeel van Net Brussel, Gewestelijk Agentschap voor Netheid;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 oktober 2011 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van Net Brussel, Gewestelijk Agentschap voor Netheid;

Overwegende dat, in het kader van het sectorakkoord 2015-2016 van 9 november 2015, er is besloten om niveau 4 in niveau 3 te integreren, binnen een vastgelegd begrotingskader, vanaf 1 januari 2016;

Dat in het kader van de toepassing van dit akkoord, de weddenschalen van de graden die overeenkomen met niveau 4 dienen te worden aangepast, wat betreft het Gewestelijk Agentschap voor Netheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 oktober 2016;

Gelet op de gendertest;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 27 oktober 2016;